

Au Niger, le défi du développement rural



Deux femmes acheminant de l'eau depuis un point d'eau dans leur village de la zone sahélienne au Niger. Imago / Panoramic

La Journée mondiale pour l'alimentation est l'occasion de rappeler que 861 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Au Niger, confronté à un boom démographique hors norme et au changement climatique, la sécurité alimentaire reste une priorité. Des organisations paysannes pionnières, soutenues par le CCFD-Terre solidaire, promeuvent l'agroécologie.



Gothèye
De notre envoyé spécial

Au Niger, comme dans toute la bande sahélienne, la saison des pluies touche à sa fin en ce début de mois d'octobre qui marque le début des récoltes du sorgho et du mil, les deux céréales à la base de l'alimentation pour la grande majorité des 18 millions d'habitants du pays.

Pour Chaibou Harouna, 63 ans, du village de Garbey-Kourou, dans la commune de Gothèye, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale Niamey, la campagne 2018 s'annonce plutôt favorable, mais cela ne diminue pas son inquiétude.

Cet « ancien » du groupement paysan Soudji – le « bien-être » en langue djerma, l'une des principales ethnies du Niger – possède trois champs qui couvrent une quinzaine d'hectares. Une surface à peine suffisante pour subvenir aux besoins de sa famille, au sens africain du terme – au total 24 personnes en comptant ses deux

Le Niger détient le record mondial de fertilité, avec une moyenne de 7 enfants par femme.

épouses et leurs onze enfants, mais aussi sa mère, ses neveux et nièces et ses petits-enfants.

« L'an dernier, j'ai produit à peine 200 bottes de mil (1), à cause de la sécheresse. Cette année, même si je fais un peu mieux, cela ne couvrira que cinq à six mois de consommation, lâche-t-il. Pour manger jusqu'à la prochaine récolte, il faudra compter sur la bonne volonté d'Allah. » Autrement dit, espérer que le potager cultivé par les femmes durant la saison sèche apportera une partie du complément nécessaire et que les plus âgés des garçons parviendront à trouver du travail, soit en émigrant ●●●



Chaibou Harouna cultive du mil, une céréale très résistante à la sécheresse. Antoine d'Abundo

●●● pour quelques mois au Nigeria, soit en allant prospecter aux abords de la Sirba, un affluent du fleuve Niger réputé pour ses sites d'orpillage plus ou moins légaux.

Cette réalité se retrouve dans quasiment toutes les zones rurales du pays, où vit 85 % de la population. Selon les estimations officielles, la moitié des Nigériens souffre d'insécurité alimentaire – saisonnière, transitoire ou chronique –, particulièrement dans les campagnes, où le taux de malnutrition des enfants peut atteindre jusqu'à 40 %.

Les causes de cette situation sont bien connues et valent pour l'ensemble de la sous-région sahélienne : « Elles tiennent au décalage entre la croissance du secteur agricole, encore faible, et une démographie qui explose. Et ceci dans le contexte d'une agriculture dépendante d'un régime des pluies fortement affecté par le changement climatique », résume Bagna Djibo, président de la Plate Forme paysanne du Niger qui fédère onze grandes organisations.

Dans ce pays grand comme deux fois la France et aux trois quarts désertique, les rares zones fertiles, concentrées au sud – à peine 10 % du territoire –, subissent régulièrement le contre-choc des sécheresses ou des inondations, qui détruisent les cultures et aggravent la vulnérabilité des populations. À cela s'ajoutent les effets d'un accroissement démographique hors norme – le Niger détient le record mondial de fertilité, avec une moyenne de sept enfants par femme. D'où un morcellement accru du foncier, une surexploitation des terres disponibles et une dégradation rapide de sols déjà naturellement pauvres.

Face à ces contraintes, le gouvernement du président Mahamadou Issoufou a lancé, en 2012, l'Initiative 3 N pour « les Nigériens nourrissent les Nigériens ». « Un plan d'action qui mobilisera 1 546 milliards de francs CFA – 2,3 milliards d'euros – sur la période 2016-2020 pour renforcer les capacités de production, de trans-

« La grande majorité des paysans n'a pas les moyens d'accéder aux intrants chimiques et aux technologies modernes. »

formation et de commercialisation tout en assurant une gestion durable des ressources », détaille Moustapha Ahamet, du Haut-Commissariat chargé de coordonner le programme I3N. Objectif affiché : mettre la population à l'abri de la faim à l'horizon 2035.

« Cette politique agricole tous azimuts a permis quelques progrès, notamment l'extension des grands systèmes d'irrigation. Mais elle reste prisonnière d'un modèle productiviste mal adapté aux réalités du Niger. Car, ici, l'agriculture familiale reste dominante. La grande majorité des

repères

La faim dans le monde

En 2017, le nombre de personnes sous-alimentées s'établissait à 821 millions, soit environ une personne sur neuf dans le monde. Un chiffre en hausse depuis trois ans, après une décennie de recul.

Près de 21 millions d'enfants de moins de 5 ans (22 % du total mondial) présentaient un retard de croissance.

La difficulté d'accès à des aliments sains contribue à la dénutrition mais aussi à

l'excès de poids et à l'obésité dont souffrent 672 millions de personnes dans le monde.

La sous-alimentation et l'insécurité alimentaire grave augmentent dans presque toutes les sous-régions d'Afrique ainsi qu'en Amérique du Sud. La situation reste stable dans la plupart des régions d'Asie.

Avec les conflits, la variabilité du climat et les extrêmes climatiques plus fréquents et plus intenses sont les principales causes de la recrudescence de la faim dans le monde.

Source : Rapport Sofi 2018/FAO, Fida, OMS, PAM et Unicef.

paysans n'a pas les moyens d'accéder aux intrants chimiques et aux technologies modernes », souligne Bassirou Nouhou, d'AcSSA, membre de l'ONG Afrique Verte Internationale.

Comment, dans ces conditions, permettre l'émergence d'une économie rurale suffisamment dynamique pour assurer de meilleurs revenus aux paysans et éviter que les jeunes viennent grossir le flux des migrants ou, pire, des groupes armés comme ceux de la secte islamiste Boko Haram qui sème la terreur dans les pays de la région ?

C'est le défi qu'ont décidé de relever la quinzaine d'organisations signataires de la charte promue depuis 2016 par la plateforme Raya Karkara – « revitaliser l'environnement », en langue haoussa. « Nous avons choisi l'agroécologie parce que c'est la solution la plus adaptée pour assurer le développement autonome d'un monde paysan doté de maigres ressources financières, mais qui peut valoriser son travail en s'appropriant des techniques simples et peu coûteuses », précise Amza Tahirou, directeur de la FCMN Niya, la Fédération des coopératives maraîchères du Niger.

À Saga, village de la périphérie sud de Niamey, les membres de l'Ucomas, union qui regroupe sept coopératives maraîchères locales, en ont fait la démonstration. En janvier 2017, une trentaine de producteurs ont créé un site pilote de compostage qui offre une alternative crédible et économique à l'usage d'engrais chimiques.

« Ici, pour fertiliser un demi-hectare avec le modèle productiviste, il faut répandre au moins 4 sacs de 15-15-15³, un composé de potasse, de phosphore et d'urée qui coûte 13 500 F CFA à prix subventionné. La fumure organique produite à partir de déchets végétaux ou ménagers, elle, ne coûte que nos efforts et est sans danger pour la santé », souligne avec fierté Moussa Younoussa, président du comité de gestion. Mieux : la vente d'une partie de la production à une ONG internationale a permis d'engranger un

bénéfice de 800 000 F CFA – environ 1 200 € – qui seront réinvestis pour s'agrandir.

À 200 km vers l'est, coin du monde oublié au bout d'une piste défoncée, le village de Falouel expérimente lui aussi les bienfaits de l'agroécologie sous l'impulsion de l'union Madda Ben – « autonomie », en langue djerma –, section locale de la Fédération paysanne Mooriben, nom qui peut se traduire par « la misère est finie ».

« Ici, les gens ont pris l'habitude de travailler avec leur force. Il faut leur apprendre à utiliser leur intelligence », explique Hamani Halidou, directeur de Madda Ben. Dans ses champs, Abdou Oumarou, 73 ans, a ainsi renoué avec la technique traditionnelle du *zaï*, une pratique qui consiste à semer dans des poquets – sortes de micro-bassins creusés à la « daba », une houe à manche court – pour mieux concentrer l'eau et la fumure. « C'est beaucoup plus de travail qu'avant, mais cela permet de doubler, voire tripler le rendement », constate-t-il.

Plantations de haies vives pour protéger les cultures, centre de production de semences paysannes libres de droit, développement de l'agroforesterie : partout dans le pays, les projets d'agroécologie germent et s'enracinent. Autant d'initiatives appuyées par le CCFD-Terre solidaire à travers un programme lancé en 2016 dans six pays des Grands Lacs et du Sahel, dont le Niger, avec quatorze organisations partenaires.

« Comme ses voisins, le Niger est confronté à l'impératif de produire davantage. Tout l'enjeu est de montrer que, pour relever ce défi, un autre modèle agricole est possible », plaide Florian de Jacquilot, chargé de mission Sahel du CCFD-Terre solidaire. Un modèle qui vise à faire du monde rural sahélien non plus un problème, mais une partie de la solution à l'insécurité alimentaire qui plane encore sur la région.

Antoine d'Abundo

(1) Soit environ 3,2 tonnes.